



LE BAROMÈTRE

D E S F R A N C I L I E N S

ÉDITION 2022

L'enquête annuelle de L'Institut Paris Region

*D'après l'enquête réalisée par Ipsos
pour L'Institut Paris Region du 1^{er} juillet 2022 au 1^{er} août 2022*

L'INSTITUT
PARIS
REGION

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
PARTIE I - BAROMÈTRE 2022	5
Le logement	6
Travail et télétravail	8
Les déplacements	10
L'accès aux soins	12
PARTIE II - LES FRANCILIENS ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE	15
Un sujet majeur d'inquiétude	16
De l'action individuelle à l'effort collectif	18
Des Franciliens prêts à faire plus... ..	20
PARTIE III - LES JEUNES ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE : SIX PROFILS CONTRASTÉS	22
MÉTHODOLOGIE	30

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Nicolas Bauquet

DIRECTION DE LA COMMUNICATION

Sophie Roquette

RÉDACTION/TRAITEMENT DES DONNÉES

Franziska Barnhusen, Jérôme Bertrand, Delphine Brajon, Jérémy Courel,
Catherine Embersin-Kyprianou, Vincent Gollain, Martin Hervouët,
Christelle Insergueix, François Michelot, Martin Omhovère

DIRECTION ARTISTIQUE

Olivier Cransac

INFOGRAPHIE

Laurie Gobled, Pascale Guery, Claire Vogel

COMMUNICATION DIGITALE

Cédric Lavallart

RELATIONS PRESSE

Sandrine Kocki,
sandrine.kocki@institutparisregion.fr

L'Institut Paris Region

15, rue Falguière
75740 Paris Cedex 15
01 77 49 77 49

© L'Institut Paris Region

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés. Les copies, reproductions, citations intégrales ou partielles, pour utilisation autre que strictement privée et individuelle, sont illicites sans autorisation formelle de l'auteur ou de l'éditeur.

La contrefaçon sera sanctionnée par les articles 425 et suivants du code pénal (loi du 11-3-1957, art. 40 et 41). Dépôt légal : 4^e trimestre 2022.

Photo de couverture : AdobeStock/Olly

INTRODUCTION

En 2020, alors que nos vies étaient confinées, nous nous sommes adaptés, avons innové, envisagé l'inconcevable, le tout laissait présager un monde nouveau. Autant de changements qui ont bousculé l'action publique, suscitant un impérieux besoin de connaissance des transformations à l'œuvre. C'est dans ce contexte qu'est né le Baromètre des Franciliens, une grande enquête devenue un rendez-vous annuel, pour prendre le pouls des comportements et aspirations des habitants de l'Île-de-France.

Les réponses apportées par les 5 700 Franciliens interrogés à l'été 2022 dessinent les contours d'une société en pleine mutation. La crise pandémique a joué un rôle de catalyseur de changements jusqu'alors latents. La diffusion du télétravail en est un, avec le doublement des télétravailleurs, qui en moyenne le pratiquent non plus un, mais deux jours par semaine. Le nombre de jours télétravaillés a ainsi quadruplé en Île-de-France. La téléconsultation s'est largement diffusée puisque 40 % des Franciliens y ont eu recours. Mais ce nouveau moyen de consultation n'est pas une alternative pour les personnes ayant dû renoncer, retarder ou annuler des soins. Un tiers des Franciliens ont pâti de telles situations, en raison de difficultés financières ou d'un système de soin plus que jamais sous tension. Relations à l'entreprise, aspirations à déménager, priorités en matière de transports constituent d'autres enjeux fondamentaux que le Baromètre des Franciliens permet d'éclairer.

Dans le « monde d'après » la lutte contre le changement climatique s'affirme comme l'une des deux principales préoccupations des Franciliens, juste après le pouvoir d'achat. Leurs réponses témoignent d'une inquiétude d'autant plus forte qu'ils sont lucides quant à l'imputation du phénomène aux activités humaines. Selon eux, les acteurs qui pourraient avoir le plus d'impact pour le climat ne sont pas les plus actifs, État en tête.

En s'appuyant sur ces données et les enseignements issus de 30 entretiens, six profils type de Franciliens âgés de 18 à 35 ans ont pu être établis. Si les « engagés » alignent leurs actes sur leurs convictions, les « consommateurs avertis » pourraient facilement faire plus, à condition d'entrevoir les bénéfices à changer de pratique, plutôt que les privations. En tant qu'acteur de l'aménagement, les « contraints » et les « économes », nous interpellent quant à notre capacité à proposer des alternatives et des aménagements propices à des modes de vie plus sobres, pour tous. Les « sceptiques » et « non concernés » nous rappellent à notre mission de diffusion des connaissances, mais aussi de création de solutions et de récits permettant de battre en brèche le fatalisme, pour envisager les multiples bénéfices, individuels et collectifs, à faire évoluer nos actions. Énergies renouvelables, rénovation des logements, habitudes de consommation et de déplacement, les Franciliens nous le disent, ils sont prêts à changer, accompagnons-les !





Partie I
BAROMÈTRE 2022

Le logement

Bien que la très grande majorité des Franciliens considèrent leur quartier comme un lieu de vie agréable, un tiers d'entre eux nourrissent un projet de déménagement. Moins prégnantes qu'en 2021, ces aspirations s'inscrivent dans des temporalités très variées. Rares sont en effet les personnes à avoir véritablement engagé ce processus.

Aspiration à déménager : vers un retour à la normale ?

À la question « Envisagez-vous de déménager ? », un Francilien sur trois répond par l'affirmative ; une proportion qui se rapproche du niveau mesuré à la sortie du confinement, au printemps 2020, en retrait par rapport à 2021 (36 %), année marquée par des reports de déménagement. Les réponses apportées à cette question recouvrent des situations très différentes, la majorité des projets s'inscrivant dans un horizon lointain. Entre les personnes en train de déménager et celles réalisant quelques visites, seuls 7 % des Franciliens sont véritablement engagés dans le processus de mobilité résidentielle.

Des motivations variables selon l'âge et le parcours de vie

Les motivations qui amènent les Franciliens à envisager un déménagement varient selon l'avancée dans leur parcours de vie :

- les plus jeunes sont davantage motivés par des raisons professionnelles (premier emploi, perte

d'emploi, nouvelle opportunité professionnelle...) et familiales (départ du foyer familial et prise de son indépendance, mise en couple, naissances, etc.) ;

- les 35-49 ans avancent plus souvent des raisons liées au cadre de vie, familiales et patrimoniales (accession à la propriété) ;
- les seniors mettent en avant l'amélioration de leur cadre de vie (besoin de nature, de calme, de moins de pollutions...) et, plus que les autres classes d'âge, leur envie de quitter l'Île-de-France.

Quel que soit l'âge, l'argument « amélioration du cadre de vie » s'accompagne, dans la majorité des cas, d'autres motifs, d'ordre familial, professionnel ou patrimonial.

La moitié des projets de déménagement concerne l'Île-de-France

Le projet de déménager ne doit pas être confondu avec une volonté de quitter l'Île-de-France. Parmi les personnes qui aspirent à changer de logement, la moitié souhaite rester en Île-de-France. Et pour ceux qui envisagent de la quitter, ces projets sont généralement moins engagés. Les aspirations à quitter l'Île-de-France alertent néanmoins sur la nécessité de favoriser l'accès à des cadres de vie de qualité pour tous les Franciliens. Elles interrogent aussi les représentations du territoire entretenues par les Franciliens et leur quotidien. Aux côtés d'autres motivations, l'envie de disposer d'un meilleur cadre de vie est en effet souvent associée au fait de vouloir quitter la région.

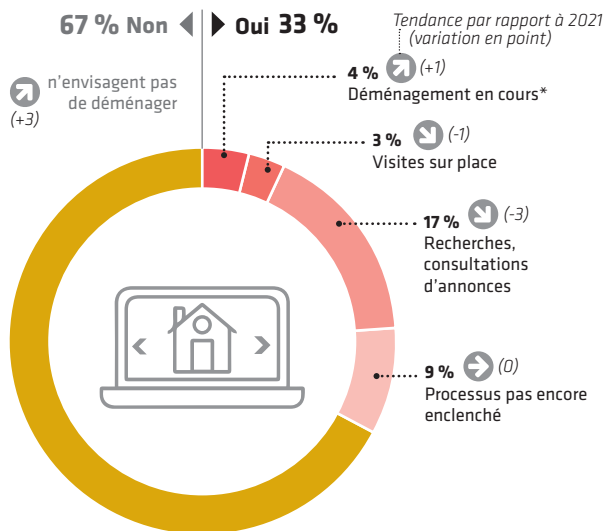
L'EXODE DES FRANCILIENS N'A PAS EU LIEU, MAIS...

Les désirs de mobilité résidentielle ont sans aucun doute été renforcés par la crise sanitaire et l'essor du télétravail, mais tous ne se sont pas concrétisés. Si la proportion de Franciliens souhaitant changer de logement se maintient autour d'un tiers depuis une décennie, le nombre annuel moyen de déménagements varie finalement peu. Au cours de la période récente, chaque année, 11 % des ménages franciliens changeaient de logement, soit un peu plus de 550 000 déménagements annuellement. La plupart restent en Île-de-France : selon l'INSEE, les départs de l'Île-de-France ne représentent qu'environ 20 % des déménagements.

Les travaux en cours à L'Institut Paris Region semblent néanmoins indiquer qu'il existe un certain regain d'attractivité résidentielle de la province auprès des Franciliens. Selon le baromètre des Franciliens, cette aspiration est motivée par la recherche d'un meilleur cadre de vie, souvent synonyme de maison individuelle avec jardin ; une envie difficile à satisfaire en Île-de-France en raison du coût ou de l'éloignement qu'impliquent ces projets.

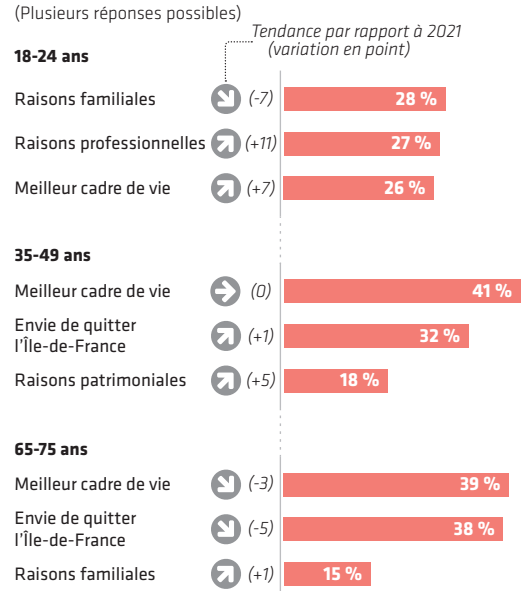
Un tiers des Franciliens envisagent de changer de logement

Un processus de déménagement davantage souhaité que réellement engagé

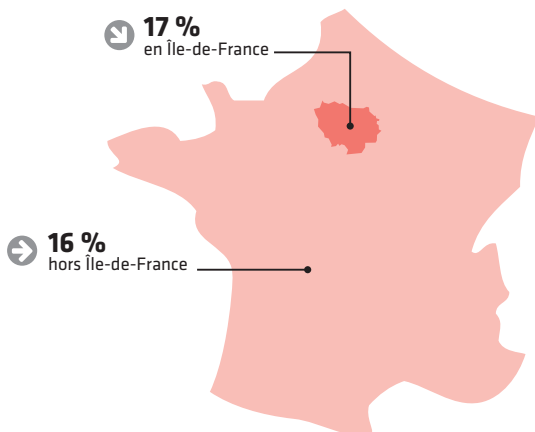


* Plan de financement établi, préavis de départ donné, logement actuel vendu...

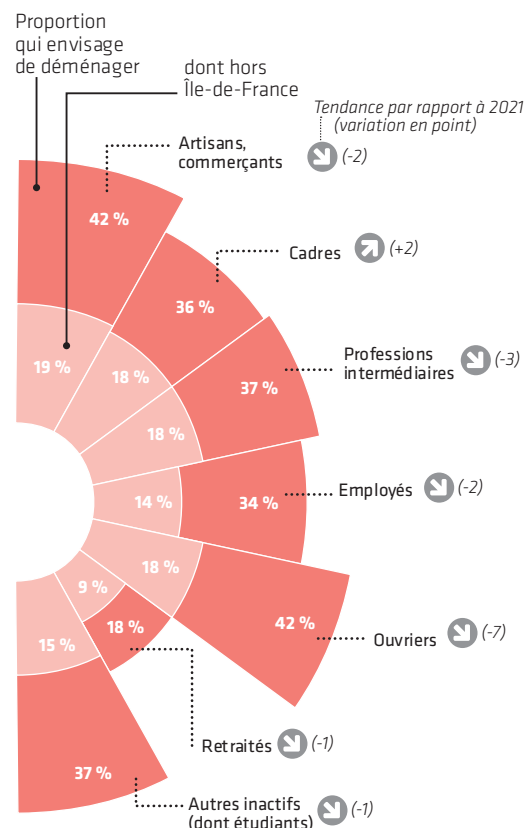
Les trois principales raisons qui nourrissent le souhait de déménager



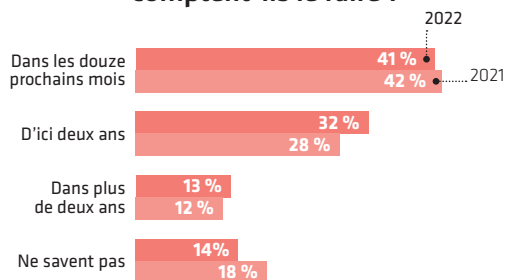
La moitié des Franciliens qui souhaitent déménager se projettent en Île-de-France



Une aspiration à déménager variable selon la catégorie sociale



Dans quel délai les Franciliens qui envisagent de déménager comptent-ils le faire ?



© L'INSTITUT PARIS REGION 2022 - pictogrammes ©123rf / leremy
Source : Baromètre des Franciliens 2022, L'Institut Paris Region - Ipsos

Travail et télétravail

Après avoir connu une forte hausse avec la crise Covid, le taux de télétravailleurs se stabilise depuis la sortie des mesures sanitaires : 43 % des actifs franciliens ont eu régulièrement recours au télétravail en 2022 (plus de dix jours par an), contre 42 % en 2021.

Une pratique réservée à certains emplois

Les télétravailleurs représentent 28 % de l'ensemble des Franciliens âgés de 18 à 75 ans. La grande majorité d'entre eux télétravaillent régulièrement, tout au long de l'année. Toutefois, un quart d'entre eux y ont recours uniquement pendant certaines périodes, lorsque leur activité leur permet ou simplement par commodité.

Alors que les cadres ne représentent que 30 % des actifs, ils cumulent à eux seuls 59 % de l'ensemble des jours télétravaillés. Par ailleurs, plus de la moitié des jours de télétravail (56 %) sont réalisés dans les entreprises de plus de 250 salariés. Même si les cadres télétravaillent deux fois plus souvent que les employés et les professions intermédiaires, ces dernières ont tout de même profité du boom du télétravail, accéléré par la crise sanitaire. À l'échelle régionale, lorsque le télétravail est possible, les actifs le pratiquent majoritairement deux à trois jours par semaine, quelle que soit leur catégorie socioprofessionnelle. Le télétravail s'organise très majoritairement selon un mode « hybride » consistant à équilibrer jours de présence sur site et jours de travail à distance, quasi systématiquement au domicile du salarié.

Les moins de 35 ans plutôt séduits par le coworking

Plus expérimentés, disposant d'un réseau d'interconnaissance établi au sein de leur entreprise et d'une plus grande autonomie, les actifs plus âgés ont tendance à télétravailler plus fréquemment que les plus jeunes. Par ailleurs, ces derniers habitent généralement des

logements plus petits, moins propices à l'exercice du télétravail. En revanche, les plus jeunes sont bien plus enclins à télétravailler hors de leur domicile. Plus des trois quarts des moins de 35 ans se déclarent intéressés pour travailler dans un espace de coworking ; une perspective qui ne séduit qu'un tiers des actifs plus âgés. Les hommes y sont aussi significativement plus disposés que les femmes (62 % contre 54 %).

Les Parisiens plus enclins à vouloir quitter leur emploi

Un tiers des actifs franciliens envisagent de quitter leur entreprise ; un projet que les salariés du secteur privé semblent davantage nourrir que les actifs à leur propre compte, qu'ils soient autoentrepreneurs ou en activité libérale. Les actifs travaillant dans les très grandes entreprises sont les moins enclins à quitter leur emploi, d'autant plus s'il existe des dispositifs de mobilité interne. Évidemment, les actifs du secteur public sont également moins concernés.

Les télétravailleurs réguliers envisagent plus souvent de quitter leur entreprise que les non-télétravailleurs (39 % contre 31 %). Des différences apparaissent également selon les territoires. Les actifs résidant à Paris sont plus fréquemment tentés de quitter leur entreprise. Ils semblent être en quête d'un meilleur cadre de vie : parmi eux, 61 % envisagent de s'installer en province et 8 % à l'étranger. Les actifs résidant en petite et en grande couronne désireux de quitter leur entreprise paraissent davantage attachés à l'Île-de-France puisque près de la moitié d'entre eux souhaitent s'y maintenir.

Notons enfin que les projets de mobilité professionnelle des actifs ne sont pas toujours véritablement engagés. Ils le sont davantage parmi les Parisiens qui sont 15 % à avoir commencé leurs démarches (CV, entretiens...) ou à être déjà bien avancés dans le processus de changement d'emploi.

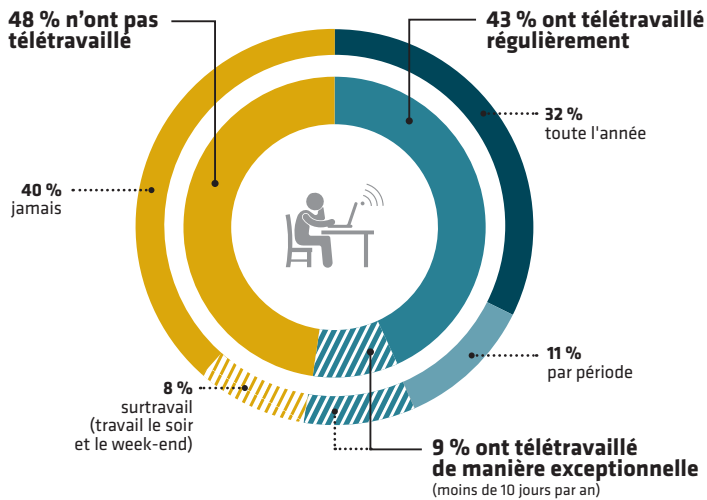
DES TERRITOIRES SENSIBLES À L'EFFET TÉLÉTRAVAIL ?

Bien qu'il soit trop tôt pour se prononcer quant aux conséquences du télétravail sur les territoires franciliens, certains, comme les quartiers d'affaires, sont déjà affectés par la baisse de fréquentation de leurs salariés, avec des conséquences au niveau des bureaux, des commerces et des activités alentour. En d'autres lieux, le télétravail peut à l'inverse favoriser une redynamisation de l'économie présente (biens et services de proximité) des lieux de résidence.

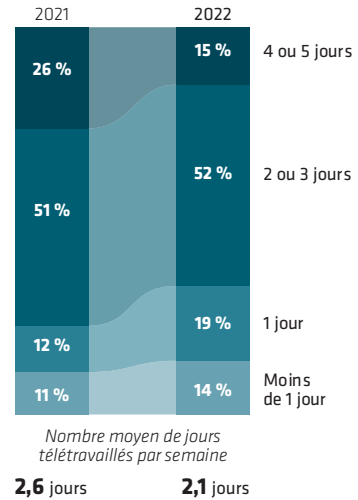
Représentant 20 % du temps travaillé en Île-de-France, le télétravail est une réelle occasion de réduire les déplacements domicile-travail. Selon une estimation, les 2,5 millions d'emplois franciliens concernés par le télétravail pourraient représenter 6 millions de déplacements domicile-travail évités par semaine, principalement concentrés sur les journées du lundi et du vendredi. Ces trajets évités affectent particulièrement les transports ferrés (Transilien, RER et métro) desservant les grands pôles tertiaires et les territoires de résidence des actifs éligibles au télétravail.

Quelle relation au travail ?

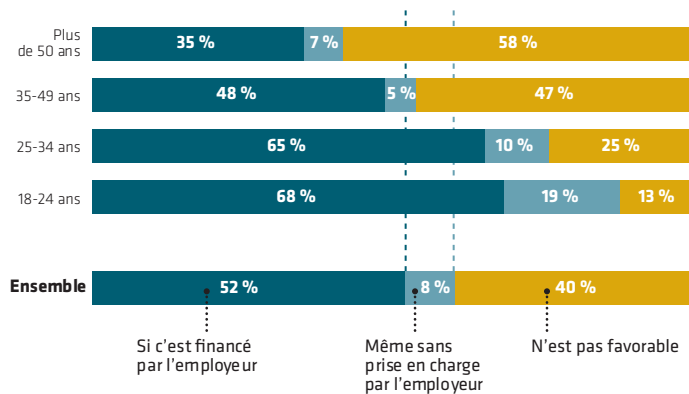
43 % des actifs franciliens ont eu régulièrement recours au télétravail en 2022



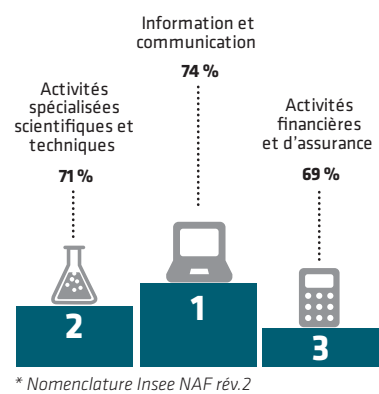
La moitié télétravaille deux ou trois jours par semaine



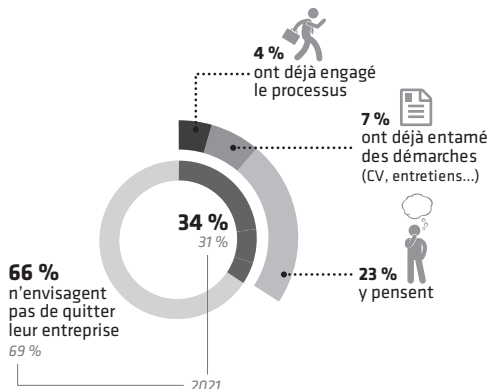
Les jeunes plus enclins à travailler dans un espace de coworking



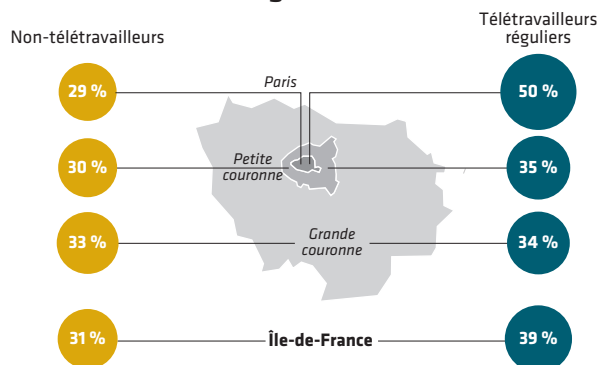
Les trois secteurs* qui télétravaillent le plus



34 % des actifs envisagent de quitter leur entreprise prochainement...



... Un projet davantage engagé parmi les télétravailleurs réguliers



© L'INSTITUT PARIS REGION 2022 - pictogrammes ©123rf / leremy
Source : Baromètre des Franciliens 2022, L'Institut Paris Region - Ipsos

Les déplacements

L'essor du télétravail et le renchérissement des énergies fossiles bouleversent les habitudes de mobilité des Franciliens. Les changements de comportement que ces derniers sont prêts à engager diffèrent selon l'âge et, surtout, leur lieu de vie.

Priorité au développement des transports en commun

Sans surprise, les mesures plébiscitées par les Franciliens concernent le développement de l'offre de transports en commun et l'amélioration de la fluidité sur les routes. Ces deux modes cumulent à eux seuls 90 % des distances parcourues quotidiennement. D'autres mesures sont également mises en avant par un grand nombre de Franciliens, telles que des actions en faveur des véhicules les moins polluants, la limitation des déplacements par le recours au télétravail, le développement de la marche grâce à un meilleur aménagement des espaces piétons, ou encore des actions directes pour réduire la circulation automobile. Cette dernière demande est plus fréquemment citée par les Parisiens, bien qu'ils mettent d'abord en avant la nécessité de favoriser la marche. Les résidents de grande couronne mentionnent plus souvent le développement du télétravail comme solution possible pour réduire les déplacements. Les jeunes mettent l'accent sur le renouvellement du parc automobile pour des modèles moins polluants, tandis que les plus

âgés insistent sur le besoin d'une offre de transports en commun renforcée. Depuis 2021, ce sont d'ailleurs ces deux dernières mesures qui ont le plus progressé (+7 points pour chacune d'elles), ainsi que celle de la réduction de la circulation automobile, alors que les autres mesures sont soit stables, soit en baisse.

Les Franciliens prêts à marcher et à utiliser davantage les transports en commun

Lorsqu'il s'agit d'indiquer ce qu'ils peuvent faire individuellement pour améliorer la situation, la marche et une utilisation accrue des transports en commun sont citées en premier. L'usage du vélo ou celui d'un véhicule électrique est moins souvent évoqué. Bénéficiant d'une offre plus diversifiée et plus dense, ce sont fort logiquement les personnes résidant à Paris et dans sa proche couronne qui mettent le plus en avant les alternatives modales que sont les transports en commun, la marche et le vélo, tandis qu'en grande couronne, c'est la réduction des déplacements qui est privilégiée. À ces différences géographiques s'ajoutent des différences générationnelles importantes : les jeunes sont nettement plus enclins à réduire le nombre et la distance de leurs déplacements que leurs aînés. Ils plébiscitent également le vélo ou l'usage des véhicules électriques, alors que les plus âgés continuent de privilégier la marche ou les transports en commun.

LES FRANCILIENS SE DÉPLACENT MOINS AUJOURD'HUI QU'AVANT LA PANDÉMIE

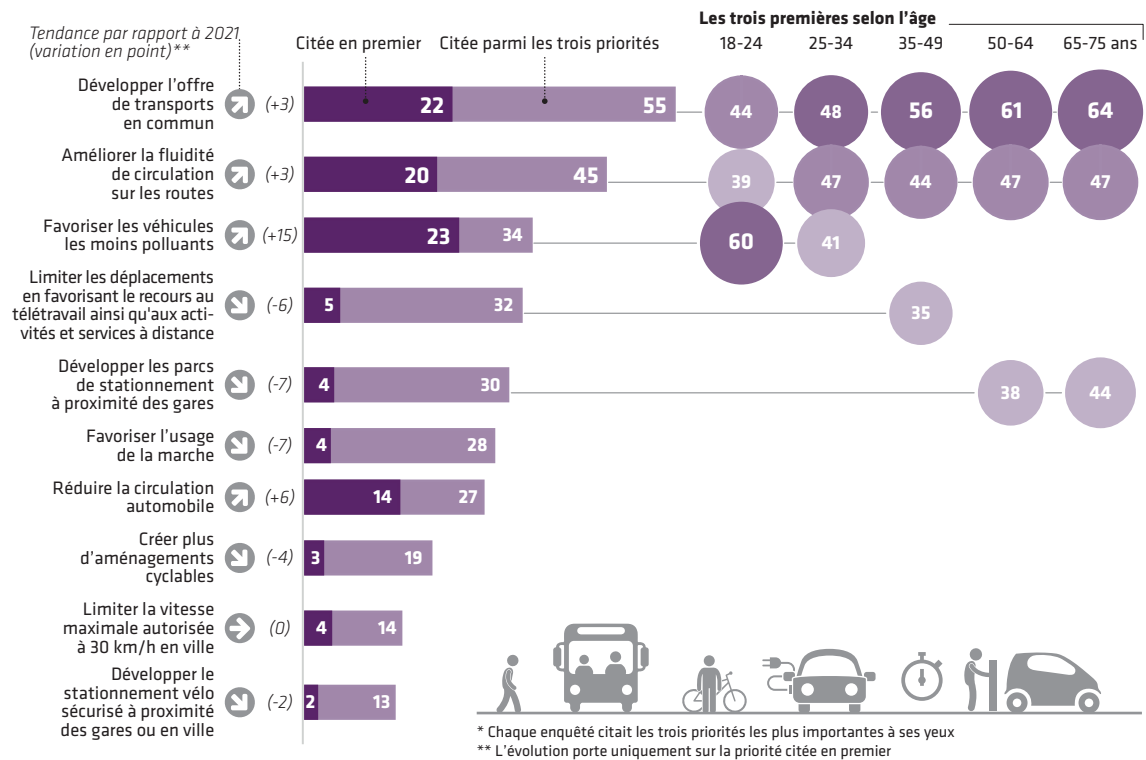
La crise énergétique que nous traversons prend place dans un contexte où les façons de travailler et d'habiter évoluent. Selon les dernières enquêtes disponibles, tous modes et toutes activités confondus, les Franciliens se déplacent sensiblement moins aujourd'hui qu'avant la pandémie (environ 10 % de baisse entre 2018 et juin 2022). Mais alors que le trafic routier est revenu à un niveau similaire à celui que l'on pouvait observer avant la pandémie, la baisse semble surtout concerner les transports publics, et particulièrement le mass transit (transports ferrés), dont la fréquentation se stabilise autour de 80 à 85 % de son niveau d'avant Covid**. Une évolution défavorable à un double titre : non seulement elle ne va pas dans le bon sens sur le plan des émissions de gaz à effet de serre, mais elle aggrave également la situation financière du système de transports publics à un moment où il est nécessaire de le renforcer pour le rendre attractif. D'autres signaux, plus positifs, méritent d'être soulignés : une moindre mobilité, des déplacements plus courts, ainsi qu'un recours accru à la marche et au vélo sont autant d'évolutions qui vont dans le sens d'une nécessaire plus grande sobriété énergétique ; sans compter les effets bénéfiques sur la santé pour les deux derniers.*

* « La mobilité au temps de la Covid-19, enquête Mobilité Covid – Vague 8 – juin 2022 », Île-de-France Mobilités, Omnil, septembre 2022.

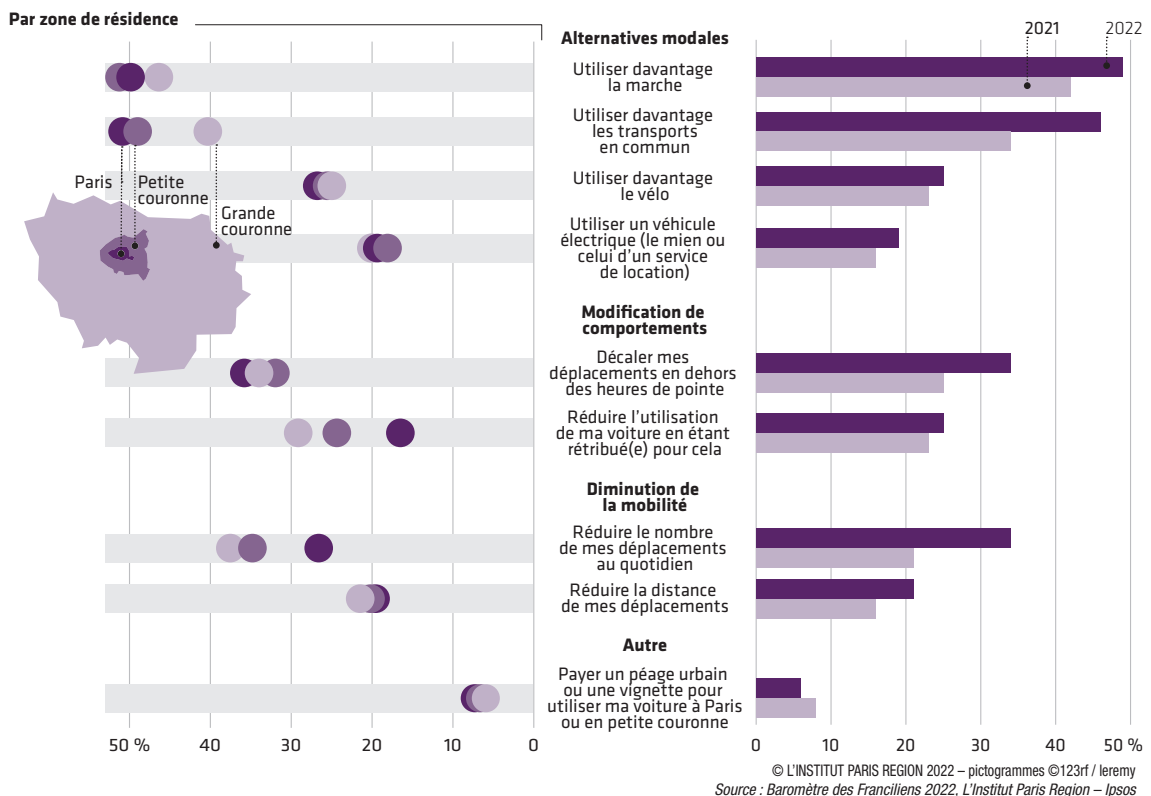
** Dany Nguyen-Luong, Jérôme Bertrand, Agnès Grisoglio (Mass Transit Academy), Françoise Tournassoud (Transilien SNCF), Florence Prybyla (Transilien SNCF), Sylvie Wouters (Transilien SNCF), Sylvain Coppéré (Kisio), Ouiame Araamouch (Kisio), Aurore Fabre-Landry (Sustainable Mobilités), Stéphane Masterlez (Hove), « Le mass transit à l'heure du télétravail et de la sobriété énergétique », Note rapide no 958, L'Institut Paris Region, octobre 2022.

Plus de la moitié des Franciliens placent en tête des priorités le développement des transports en commun

Priorités pour améliorer les conditions de déplacements en Île-en-France* (en %)



Des Franciliens prêts à modifier leurs habitudes de mobilité



L'accès aux soins

La téléconsultation est de plus en plus répandue parmi les Franciliens : cette année, 40 % d'entre eux déclarent y avoir eu recours contre 32 % l'année dernière. Mais la part des Franciliens ayant dû renoncer, retarder ou annuler des soins reste élevée. Les raisons invoquées ont significativement évolué depuis ces douze derniers mois.

De plus en plus de Franciliens ont recours à la téléconsultation

Au cours des douze derniers mois, quatre Franciliens sur dix ont eu recours à la téléconsultation pour eux-mêmes ou pour l'un de leurs proches. En fort développement depuis la pandémie de Covid-19, le baromètre 2022 confirme la progression globale de ce mode de recours aux soins. Pour eux-mêmes ou pour un proche, les jeunes de moins de 35 ans sont les plus enclins à téléconsulter.

Le plus souvent motivée par l'obtention plus rapide d'un rendez-vous ou par l'esquive du temps d'attente en cabinet, la téléconsultation s'impose aussi parfois d'elle-même, faute d'alternative pour le patient. Elle est plébiscitée par les Franciliens qui affirment être prêts à recourir à ce type de services dans les prochains mois en cas de besoin et de façon ponctuelle.

Un accès aux soins toujours perturbé, le plus souvent pour des raisons financières

Bien qu'en léger retrait, la proportion de Franciliens déclarant avoir renoncé à, retardé ou annulé des soins, des examens médicaux ou un appareillage au cours

des 12 derniers mois atteint un tiers de la population. Ces renoncements concernent le plus souvent les personnes de moins de 50 ans et, plus particulièrement, des personnes de moins de 35 ans. Les femmes déclarent un peu plus souvent que les hommes avoir renoncé à ou retardé des soins.

Tous les soins ne font pas l'objet du même niveau de renoncement. Les soins dentaires, ainsi que les consultations chez les généralistes, les gynécologues et les spécialistes (autres que les psychiatres, gynécologues et ophtalmologues) sont particulièrement concernés. En plus des difficultés structurelles d'accessibilité aux médecins, la crise du Covid-19 a eu un impact fort sur l'organisation des soins. Pour les patients, cela s'est traduit par des reports fréquents de rendez-vous de la part des professionnels ou encore par l'allongement des délais pour obtenir un rendez-vous. De même, la crainte d'être contaminé par le Covid a été l'une des principales raisons des reports de soins. En 2022, les motifs invoqués pour un report, une annulation ou un renoncement de soins semblent moins liés à la désorganisation des soins due au Covid qu'aux raisons financières, bien plus fréquemment mentionnées qu'en 2021.

Le renoncement, l'ajournement ou l'annulation des soins aboutissent souvent à une absence de soins : dans la moitié des cas pour une consultation dentaire, dans trois cas sur dix pour une consultation chez le généraliste et dans presque quatre cas sur dix pour une consultation gynécologique.

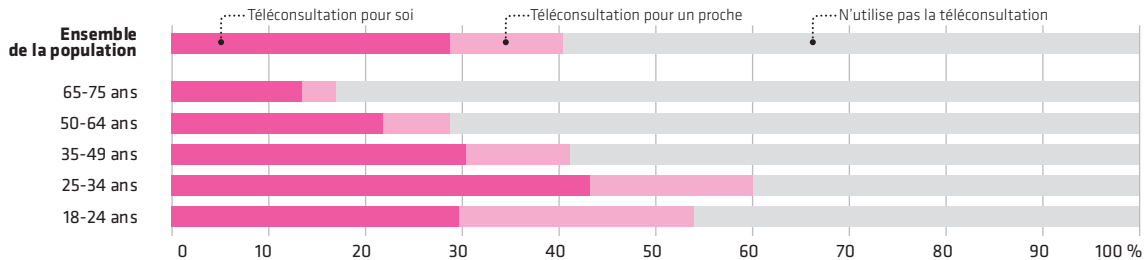


L'ACCÈS AUX SOINS, UN ENJEU MAJEUR DE SANTÉ PUBLIQUE

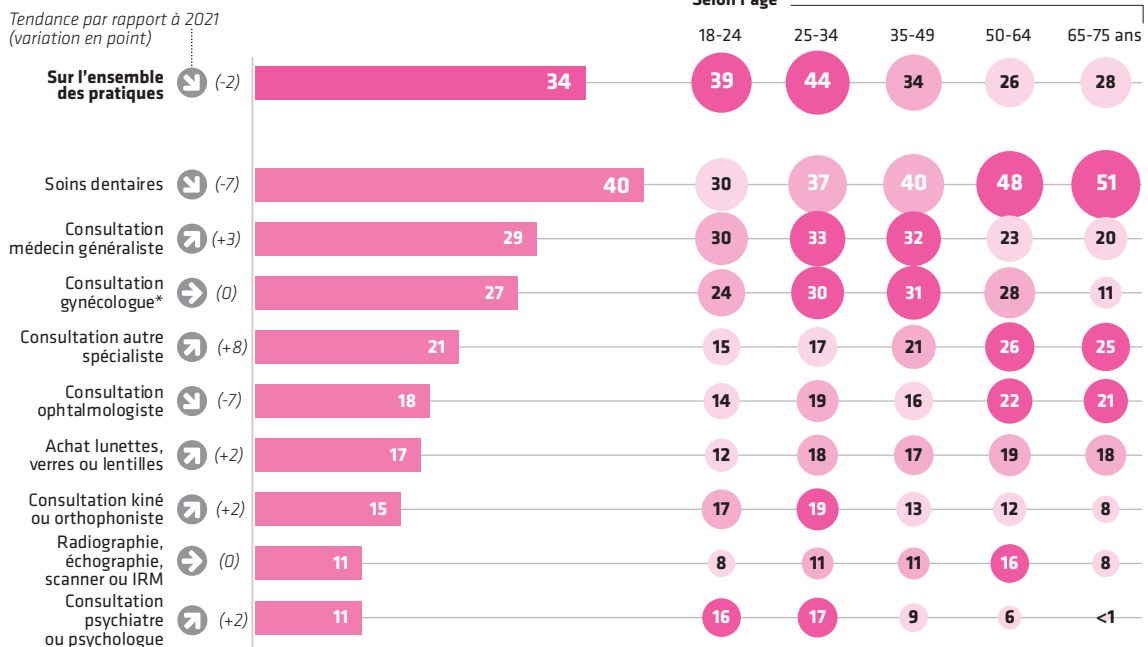
Les conséquences des renoncements ou retards de soins peuvent être lourdes sur la santé des patients : aggravation de pathologies déjà existantes et retards de diagnostics entamant significativement les chances de guérison, et, à l'échelle collective, la prise en charge des pathologies à un stade plus avancé implique des traitements plus lourds, des risques d'engorgement du système de santé et des impacts économiques plus prononcés. L'accès aux soins est un enjeu de santé publique majeur aux multiples dimensions : offre de soins suffisante au regard des besoins en santé, accessibilité géographique aux professionnels de santé, accessibilité financière...

40 % des Franciliens déclarent avoir eu recours à la téléconsultation au cours des 12 derniers mois

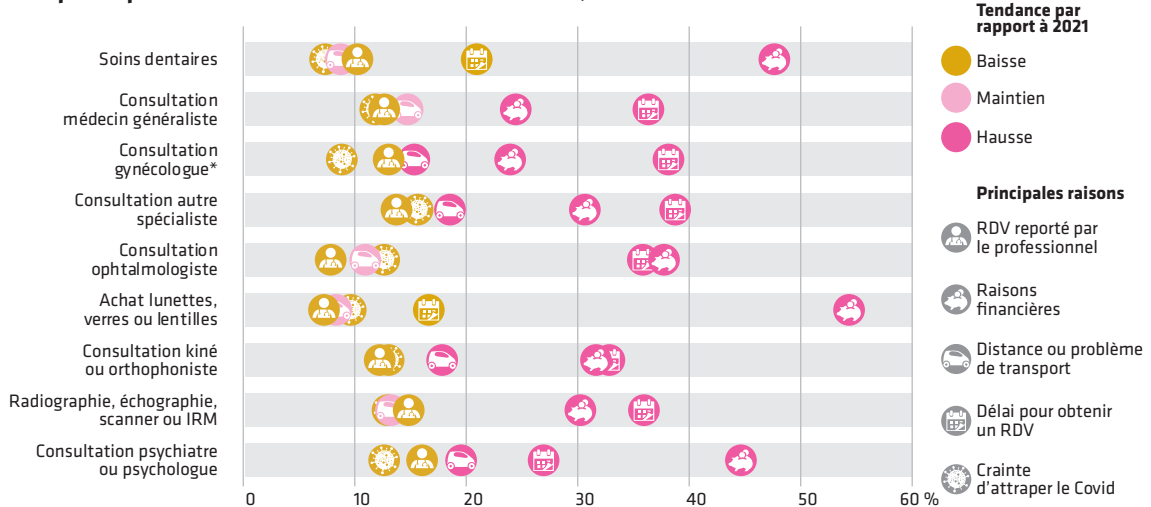
La téléconsultation : une pratique plus fréquente chez les jeunes



Part des personnes ayant répondu avoir renoncé à, annulé ou reporté des soins, des examens médicaux ou un appareillage (en %)



Les principales raisons** de ces renoncements, retards ou annulations



* Uniquement chez les femmes
** Plusieurs réponses possibles

© L'INSTITUT PARIS REGION 2022 – pictogrammes ©123rf / Iremy
Source : Baromètre des Franciliens 2022, L'Institut Paris Region – Ipsos





CO₂

Partie II
**LES FRANCILIENS
ET LE CHANGEMENT
CLIMATIQUE**

Un sujet majeur d'inquiétude

Interrogés en juillet 2022 quant à leurs deux préoccupations les plus fortes, plus d'un quart des Franciliens mentionnent le changement climatique comme un sujet d'inquiétude majeur. Formulées au début d'un été particulièrement chaud, sec et déjà ponctué d'immenses feux de forêt, ces réponses témoignent de la montée en puissance d'une préoccupation qui figurait déjà parmi les plus importantes des Franciliens et qui, dans une conjoncture marquée par l'inflation, se classe désormais en deuxième position, juste après le pouvoir d'achat. La montée en puissance de cette préoccupation fait aussi écho aux représentations que les Franciliens ont du phénomène et à leur capacité, individuelle ou collective, à l'infléchir ou s'y adapter.

La moitié des Franciliens pleinement convaincus des causes humaines du changement climatique

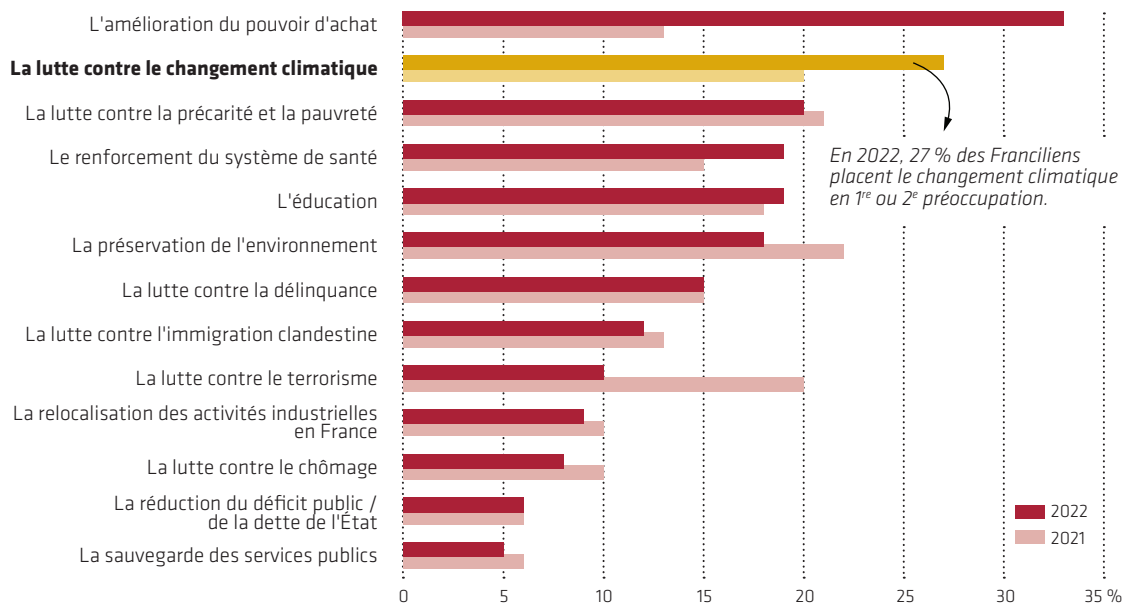
Près de neuf Franciliens sur dix (86%)* sont globalement en phase avec l'état de la science sur les causes humaines du changement climatique, un niveau plus élevé que celui observé à l'échelle nationale par

l'Ademe** (81%). En Île-de-France, le Baromètre des Franciliens révèle toutefois des nuances au sein de la population : la moitié des répondants (48%) affirme être « tout à fait d'accord » avec l'affirmation que le changement climatique est dû aux activités humaines, tandis que 38% sont « plutôt d'accord ». L'adhésion aux causes humaines du changement climatique faiblit avec l'âge : 53% des 18-34 ans répondent être « tout à fait d'accord » avec ce constat contre 33% des 65-75 ans. Le niveau de diplôme joue également un rôle, 50% des Franciliens diplômés du supérieur étant « tout à fait d'accord » alors que les Franciliens moins ou non diplômés ne sont que 44% à répondre ainsi.

* Ce chiffre est proche des résultats à l'échelle nationale de la 23^e vague du baromètre de l'ADEME sur les représentations sociales du changement climatique (novembre 2022), qui indique que 81% des Français estiment que le réchauffement de la planète est causé par les activités humaines, contre 18% qui pensent qu'il s'agit uniquement d'un phénomène naturel ayant toujours existé.

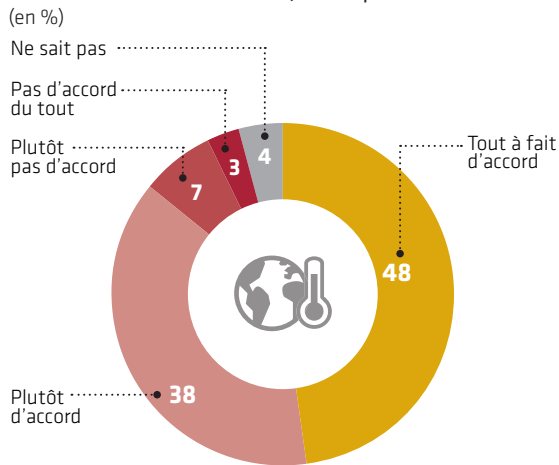
** Baromètre 2022 sur les représentations sociales du changement climatique.

Quelles sont vos deux préoccupations les plus fortes parmi cette liste?



Part des Franciliens plaçant chacune des préoccupations en 1^{re} ou 2^e position (le total des réponses est donc égal à 200%)

Le changement climatique est dû aux activités humaines. Qu'en pensez-vous?



© L'INSTITUT PARIS REGION 2022
Source : Baromètre des Franciliens 2022, L'Institut Paris Region – Ipsos

Les Franciliens qui sont davantage préoccupés par le changement climatique sont aussi davantage convaincus des causes humaines de celui-ci : 68 % des Franciliens qui placent le changement climatique au 1^{er} ou 2^e rang de leurs préoccupations sont « tout à fait d'accord » pour dire que le changement climatique est dû aux activités humaines, soit 20 points de plus que la moyenne des Franciliens. Ce chiffre monte à 96 % si l'on inclut ceux qui sont « plutôt d'accord », soit 10 points de plus que la moyenne des Franciliens.

À l'opposé, 10 % des Franciliens semblent méconnaître l'origine du changement climatique, puisque 7 % d'entre eux déclarent n'être « plutôt pas d'accord » et 3 % se déclarent tout à fait opposés à reconnaître le rôle des activités humaines dans la transformation du climat. À l'échelle française, selon l'Ademe, 18 % de la population déclarent qu'il s'agit d'un phénomène naturel ayant toujours existé.

CE QUE DIT LE GIEC

« Les augmentations des concentrations de gaz à effet de serre [...] dans l'atmosphère observées depuis environ 1750 résultent sans équivoque des activités humaines. »*

Le GIEC indique par ailleurs que l'augmentation de la température due aux activités humaines entre la période des années 1850-1900 et celle des années 2010-2019 est de 0,8 °C à 1,3 °C, tandis que l'effet des facteurs naturels sur cette durée est de -0,1 °C à +0,1 °C.

* Source : GIEC, 6^e rapport d'évaluation, *Contribution du groupe de travail 1 sur les bases scientifiques physiques du changement climatique*, p.4, paragraphe A.1.1, 2021. Version française consultable : https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/report/IPCC_AR6_WG1_SPM_French.pdf

Poursuivre la sensibilisation de la population

Des marges de progression subsistent pour améliorer la sensibilisation des Franciliens aux causes et conséquences du changement climatique. Ils le reconnaissent d'ailleurs d'eux-mêmes : 42 % ne se considèrent pas assez informés. Parmi ceux s'estimant suffisamment informés, seuls 48 % adhèrent pleinement au constat posé par le GIEC, à savoir que le changement climatique est dû aux activités humaines – un décalage plus marqué chez les hommes que chez les femmes, chez les cadres que les autres actifs, parmi les 65-75 ans que parmi 18-34 ans.

La poursuite d'une meilleure et plus large diffusion des connaissances fondamentales sur le changement climatique sera donc un enjeu fort des prochaines années pour favoriser l'évolution des comportements, permettre l'atténuation et l'adaptation au phénomène.

De l'action individuelle à l'effort collectif

Un fort décalage existe entre les acteurs identifiés par les Franciliens comme agissant d'ores et déjà le plus et ceux dont ils attendent une action, les considérant davantage en mesure d'avoir un impact.

Les citoyens et la société civile déjà engagés dans l'action

Lorsque les Franciliens évaluent les acteurs les plus actifs pour résoudre le problème du changement climatique, c'est « Chacun d'entre nous » qui arrive en tête (25 %) des réponses, au même niveau que « les associations et la société civile » (25 %). « Les États » n'engrangent que 12 % des opinions. À noter que les réponses apportées traduisent des divisions générationnelles. Les seniors (65 à 75 ans) sont ainsi plus confiants dans l'engagement des États (14 % de cette catégorie d'âge considèrent que les États agissent le plus) que les plus jeunes (18 à 24 ans, pour lesquels ce chiffre se situe à 10 %), eux-mêmes bien plus confiants dans l'action des associations (34 % des 18 à 24 ans).

Les citoyens attendent davantage de l'État

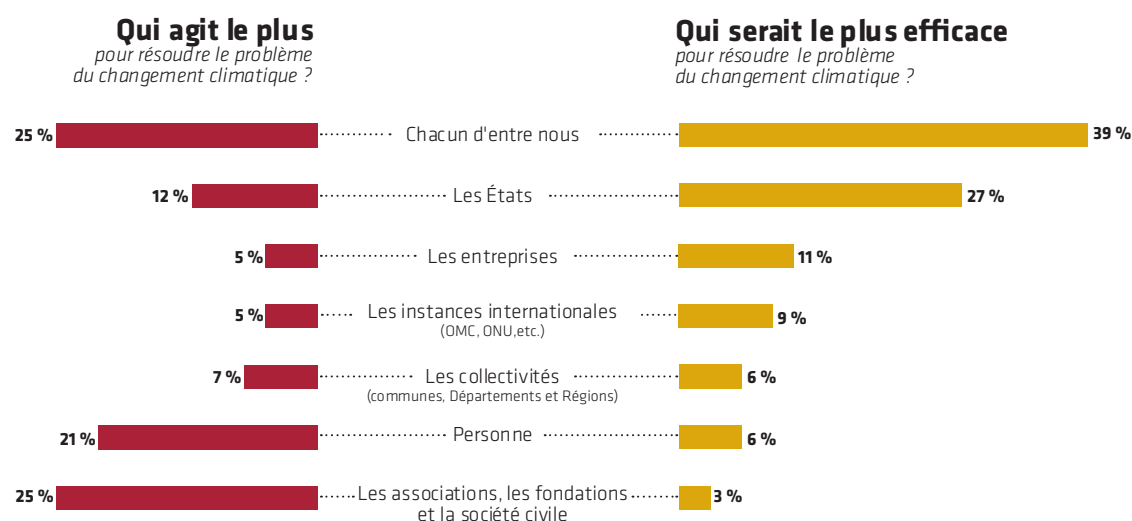
Mais à la question « Qui serait le plus efficace pour résoudre le problème du changement climatique? », les Franciliens identifient encore en premier l'action individuelle (« Chacun d'entre nous » : 39 %), puis « Les États » (27 %). Les entreprises se situent en troisième position (11 %).

Les réponses apportées témoignent d'un fort décalage entre les attentes à l'égard des États et la réalité perçue de leurs actions. Inversement, les associations sont perçues comme les acteurs agissant actuellement le plus en faveur de la lutte contre le changement climatique, mais seuls 3 % des interrogés jugent qu'elles seraient les plus efficaces pour résoudre ce problème. Malgré leurs compétences sur l'environnement et l'aménagement du territoire, le rôle des collectivités territoriales est encore faiblement perçu.

Énergies renouvelables et rénovation énergétique plébiscitées

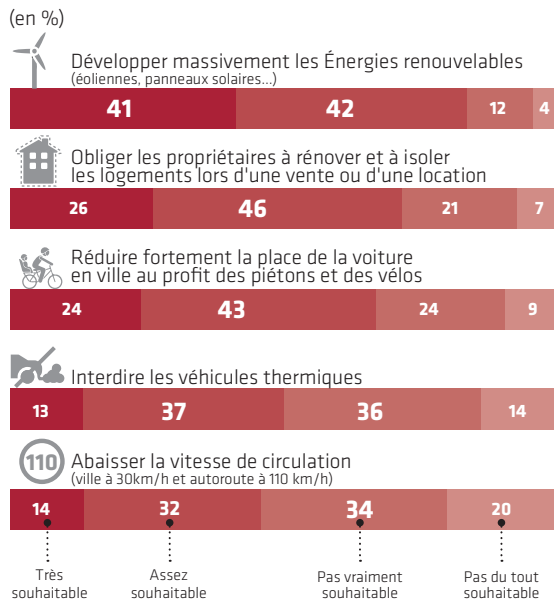
À propos des actions collectives concrètes à mener pour lutter contre le changement climatique, on observe que certaines mesures généralement considérées comme contentieuses, telles que l'obligation pour les propriétaires de rénover énergétiquement leur logement ou le développement des énergies renouvelables, sont en fait largement soutenues par les Franciliens :

- 83 % trouvent souhaitable un développement massif des énergies renouvelables.
- 72 % s'expriment en faveur d'une obligation de rénovation énergétique des logements lors d'une mise en vente ou en location. Et même parmi les propriétaires, deux tiers jugent très ou assez souhaitable l'obligation de rénovation.



© L'INSTITUT PARIS REGION 2022
Source : Baromètre des Franciliens 2022, L'Institut Paris Region – Ipsos

Mesures collectives pour lutter contre le changement climatique



Pas de consensus sur les mobilités de demain

À l'inverse, les mesures concernant la mobilité individuelle sont jugées comme moins acceptables. Alors que les deux tiers des répondants (67 %) trouvent « très souhaitable » ou « assez souhaitable » de réduire fortement la place de la voiture en ville au profit des piétons et vélos, seulement la moitié (50 %) souhaite interdire les voitures thermiques, et moins de la moitié (46 %) est d'accord pour abaisser la vitesse de circulation.

Les habitants de Paris ou de la petite couronne sont plus favorables à des mesures qui limitent l'utilisation de la voiture. Alors que 21 % des Parisiens trouvent l'interdiction des voitures thermiques très souhaitable, ce taux se situe entre 13 et 15 % pour les départements de petite couronne, et ne dépasse pas les 10 % pour les habitants de grande couronne. L'accès à des modes de transport alternatifs à la voiture individuelle, et notamment le maillage en transports en commun, est le principal facteur explicatif de ces différences.

ÉCLAIRAGE

En Île-de-France, le premier secteur d'émissions de gaz à effet de serre est le résidentiel, responsable de 30 % du bilan carbone de la région (ROSE, 2020). Sur le plan régional ainsi que sur le plan national, le principal levier actuellement mobilisé pour réduire l'impact carbone des logements est la rénovation énergétique. Dans l'enquête, 48 % des Franciliens qui considèrent que des travaux de rénovation de leur logement sont nécessaires ou souhaitables sont en faveur d'une meilleure isolation, et 23 % souhaitent changer le système de chauffage. Cependant, seulement 43 % d'entre eux pensent réaliser des travaux dans les prochains mois. Pour les autres (57 %), le coût des travaux est le frein principal. Les locataires sont dans une position particulière, car ils n'ont pas directement la possibilité d'imposer la rénovation de leur logement. En effet, 18 % des répondants qui considèrent une rénovation nécessaire indiquent que le propriétaire refuse de réaliser des travaux dans le logement qu'ils occupent. Cette situation pourrait évoluer avec l'entrée en vigueur de la loi climat et résilience, qui considérera, à partir de 2025, que les passoires thermiques ne répondent plus aux critères de décence des logements. Les propriétaires seront ainsi incités à rénover ces biens s'ils veulent continuer à les louer.

Les transports routiers, avec 29 % des émissions de gaz à effet de serre, occupent la deuxième place du bilan carbone régional. Les Franciliens ne manifestent pas le même rapport à la voiture en fonction de leur localisation sur le territoire régional. Simple à mettre en œuvre, la réduction de la vitesse de circulation à 110 km/h sur autoroute aurait un impact non négligeable, estimé à 1,5 à 2 MtCO₂* par an à l'échelle nationale. D'autant plus qu'il s'agit d'un gain ne nécessitant pas de transformation structurelle. L'impact reste cependant faible comparé aux 69,5 MtCO₂ que les voitures particulières ont émises en France en 2019. Transitionner vers des modes de déplacement actifs (vélo et marche) reste la manière la plus efficace pour réduire les émissions.

* Estimation du cabinet Carbone4 sur la base de chiffres de l'ADEME : <https://www.carbone4.com/decryptage-110-kmh-autoroute>

Des Franciliens prêts à faire plus...

Afin d'identifier les actions individuelles que les Franciliens seraient prêts à mener, plusieurs propositions leur ont été soumises, allant des écogestes à des changements plus structurels de leurs pratiques de consommation, de mobilité ou d'habitat.

Un exemple est la baisse de la température du logement. Près de la moitié (46 %) des Franciliens indiquent qu'ils la baissent déjà de 2 ou 3 °C l'hiver. Un autre quart (27 %) pourraient le faire assez facilement. En revanche, 28 % des Franciliens répondent qu'ils pourraient le faire, mais assez difficilement (17 %), ou qu'ils ne pourraient pas le faire (9 %). Parmi les 6 % de Franciliens se disant très insatisfaits du confort thermique de leur logement en hiver, 38 % éprouveraient des difficultés à baisser davantage la température de leur logement, voire ne peuvent pas du tout l'envisager (20 %).

🔍 ÉCLAIRAGE

La température de chauffage des logements revêt une dimension sociale fondamentale. Selon l'observatoire national de la précarité énergétique (ONPE), 8 % des ménages franciliens peinent à faire face aux dépenses de chauffage de leur logement. Pour eux, comme pour l'ensemble des Franciliens, investir dans l'amélioration de la performance du bâti permettrait d'augmenter le confort de leur logement. Mais ces investissements ne pourront, à eux-seuls, réellement contribuer à une baisse significative de la consommation d'énergie et des émissions de carbone associées. En effet, la consommation d'énergie dépend également des usages et habitudes des occupants, eux-mêmes liés à leurs préférences de confort et leurs moyens financiers. L'instauration d'une température de consigne, à 19 °C en moyenne pour un bâtiment résidentiel, vise ainsi à favoriser la prise de conscience pour susciter des changements de comportement.

Manger moins de viande rouge : une évolution des mentalités à l'œuvre

Du côté des changements plus structurels, un levier majeur est celui de l'alimentation, notamment via l'évolution vers des régimes alimentaires moins riches en viande rouge et plus riches en protéines végétales. À cet égard, il est intéressant de constater que 42 % des Franciliens déclarent qu'ils ont déjà « réduit significativement » leur consommation de viande

bovine, et que 28 % pourraient le faire assez facilement. Seuls 11 % estiment qu'ils ne pourraient pas le faire. À noter que les hommes sont davantage attachés à la viande bovine que les femmes. Il en va de même pour les 18-24 ans par rapport aux autres classes d'âge, même si, en l'absence d'informations complémentaires sur les raisons de ces différences entre tranches d'âge, il convient de rester prudent sur l'interprétation que l'on peut en donner.

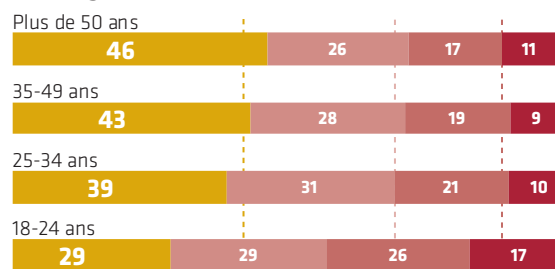
🔍 ÉCLAIRAGE

En France, le cheptel bovin est responsable à lui seul de 41 % des émissions de GES du secteur agriculture-sylviculture, lequel représente 19 % des émissions territoriales françaises. Cela est dû principalement à deux sources d'émissions : la fermentation (mécanisme commun à tous les ruminants), qui est fortement émettrice de méthane, et les effluents

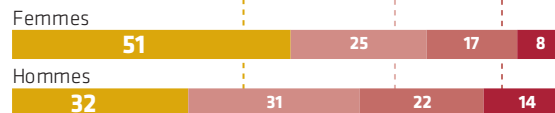
Réduire significativement sa consommation de viande bovine



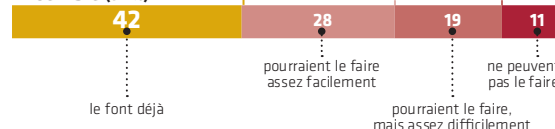
selon l'âge (en %)



selon le sexe (en %)



Ensemble (en %)



© L'INSTITUT PARIS REGION 2022 – pictogrammes ©123rf / Ieremy
Source : Baromètre des Franciliens 2022, L'Institut Paris Region – Ipsos

d'élevage (émetteurs de méthane et de protoxyde d'azote). À l'échelle internationale, le développement de l'élevage bovin et de la mise en culture de terres pour l'alimentation animale est également responsable d'importantes émissions indirectes de CO₂ via la déforestation. De plus, les effets néfastes de l'excès de consommation de viande rouge sur la santé sont avérés. Il est donc nécessaire de réduire la consommation globale de viande bovine tout en favorisant la montée en gamme des productions, dans une logique de « moins mais mieux ». La Stratégie nationale bas carbone de la France projette ainsi une baisse de 25 % à 33 % du cheptel bovin français d'ici 2050, accompagnée d'une évolution des pratiques agricoles (agroécologie, élevage à l'herbe, culture de légumineuses, etc.).

Passer au vélo, oui, mais...

L'usage croissant du véhicule électrique est un levier pour décarboner nos déplacements mais qui mérite d'être couplé à d'autres stratégies permettant de diminuer les émissions encore plus rapidement. Il s'agit aussi de réduire l'usage de la voiture au profit des mobilités actives (vélo et marche) et des transports collectifs. Les réponses des Franciliens montrent de vraies différences géographiques à mesure que l'on s'éloigne de Paris intra-muros. Ainsi, seuls 22 % des Parisiens déclarent qu'il leur est impossible (10 %) ou difficile (12 %) de se déplacer à pied ou à vélo plutôt qu'en voiture. Dans les trois départements de petite couronne, cette proportion monte à 30 % en moyenne, et elle atteint 38 % dans les quatre départements de grande couronne. Des écarts similaires se vérifient pour les transports en commun. Ces résultats soulignent l'importance du développement de l'offre et des infrastructures de mobilités actives et de transports collectifs dans les territoires périurbains et ruraux d'Île-de-France.

Et l'avion ?

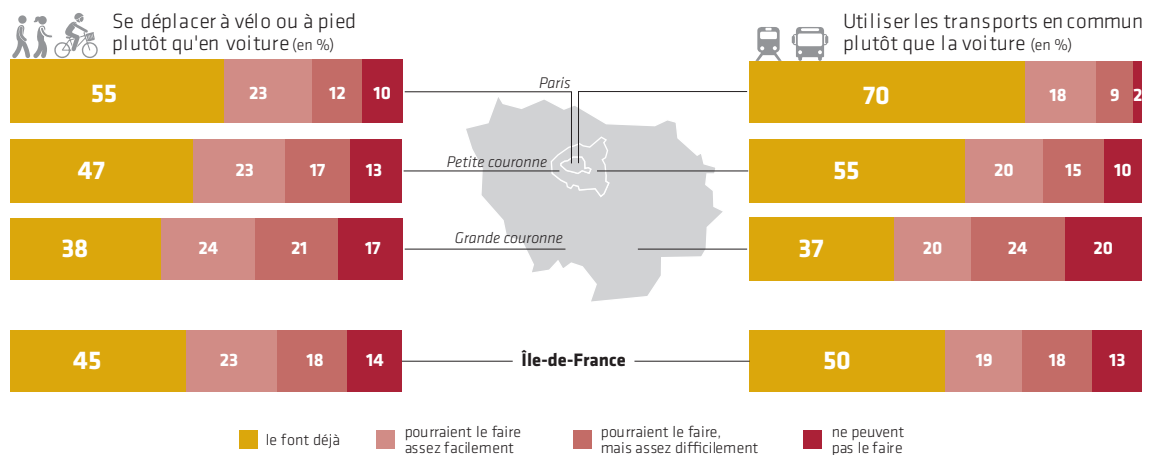
Enfin, alors que réduire l'usage de l'avion est l'un des principaux leviers dont dispose chaque individu pour réduire son empreinte carbone, 30 % des Franciliens répondent qu'ils ne prennent déjà pas ou plus l'avion, et 28 % pourraient le faire assez facilement. Quelque 42 % de Franciliens semblent réellement réticents à l'idée de ne plus prendre l'avion, soit parce que cela leur semble difficile de le faire (23 %), soit parce qu'ils ne le peuvent pas (19 %). Parmi les catégories de Franciliens les plus attachées à l'avion, les cadres se distinguent (48 %), mais aussi, de manière peut-être plus inattendue, les 18-34 ans (49 %).

ÉCLAIRAGE

Le transport aérien illustre bien la différence entre le bilan carbone individuel et la répartition des postes d'émission de gaz à effet de serre aux échelles nationale et planétaire. À titre d'exemple, un seul vol aller-retour Paris-New York émet, par passager, environ 1 teqCO₂, soit 11 % de l'empreinte carbone moyenne actuelle d'un Français (9 teqCO₂ en 2019). Réduire l'usage de l'avion représente donc un levier puissant du point de vue de l'empreinte carbone individuelle. Cependant, à l'échelle de la France, le transport aérien, intérieur et international, représente « seulement » 4,4 % du total des émissions françaises de GES**. Ce chiffre est à comparer avec les émissions des voitures particulières, qui représentent 54 % des émissions du secteur des transports au niveau national. Du point de vue de la politique nationale, la réduction des émissions du transport routier est donc un enjeu prioritaire comparé au transport aérien.*

*Ministère de la Transition écologique et solidaire, chiffres clés du climat 2022, octobre 2021.

Parmi ces actions, lesquelles pourraient être adoptées ?



© L'INSTITUT PARIS REGION 2022 – pictogrammes ©123rf / Jeremy
Source : Baromètre des Franciliens 2022, L'Institut Paris Region – Ipsos

Partie III

LES JEUNES

ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE : SIX PROFILS CONTRASTÉS



LES
ENGAGÉS
30 %



LES CONSOMMATEURS
AVERTIS
18 %



LES
CONTRAINS
20 %



LES
ÉCONOMES
13 %



LES
SCEPTIQUES
14 %



LES NON-
CONCERNÉS
5 %

Comment les jeunes Franciliens perçoivent-ils le changement climatique ? Difficile de répondre à cette question de manière univoque sachant qu'ils ne vivent pas tous les mêmes réalités. Leurs comportements vis-à-vis du changement climatique répondent en effet à des contraintes, attentes, connaissances et degrés d'engagement différents. Alors que le baromètre des Franciliens a permis d'interroger 2 615 Franciliens âgés de 18 à 34 ans et de conduire une trentaine d'entretiens approfondis, L'Institut Paris Region identifie six profils types au sein de la jeunesse francilienne* .

* La méthodologie ayant permis de réaliser la typologie est présentée en fin de document.

LES ENGAGÉS

Sobres par choix, investis dans la lutte

Les engagés représentent 30 % de la population des 18-34 ans. Pour eux, il n'y a pas de doute possible, le réchauffement climatique est bien dû aux activités humaines. Cette question les angoisse particulièrement.

« JE M'INTÉRESSE AUSSI BEAUCOUP À LA POLITIQUE PARCE QUE C'EST LÀ QUE LES DÉCISIONS SONT PRISES. ET JE M'INTÉRESSE ÉNORMÉMENT À L'ÉCOLOGIE. MÊME SI JE NE SUIS PAS TRÈS INVESTI, C'EST DE PLUS EN PLUS UNE DE MES PRÉOCCUPATIONS, ÇA M'ANGOISSE MÊME ! »

Homme, 33 ans, Fontenay-sous-Bois

Pour la grande majorité d'entre eux, ils considèrent que réduire drastiquement le transport aérien, diminuer la consommation de viande bovine, obliger les propriétaires à rénover et à isoler les logements lors d'une vente ou d'une location, ou encore réduire fortement la place de la voiture en ville sont des mesures collectives souhaitables pour lutter contre le changement climatique.

Une adhésion à une certaine sobriété

Ces affirmations s'accompagnent d'une mise en adéquation de leurs comportements. Leur consommation vise davantage la sobriété : baisse de la température de leur logement de 2 ou 3 °C l'hiver, sélection de produits sans emballage, tri des déchets, réduction de la consommation de viande, achat de produits ayant moins d'impacts sur l'environnement, consommation de fruits et légumes de saison, achat local et déplacements à vélo ou à pied plutôt qu'en voiture, et utilisation privilégiée des transports en commun et du covoiturage. Ils font également preuve d'une certaine sobriété numérique (chargeurs

« OUI, ON S'EMPÊCHE DE FAIRE DES CHOSSES PARCE QUE CE N'EST PAS ÉCOLO. PAR EXEMPLE, MA MÈRE HABITE À NICE ET J'Y VAIS EN TRAIN AU LIEU D'Y ALLER EN AVION. J'ARRIVE À 90 % À ÉVITER L'AVION. SAUF SI JE VAIS DANS UN PAYS ÉTRANGER. BEAUCOUP DE TRAINS, DE BUS, DE BLABLACAR. »

Femme, 26 ans, étudiante salariée, en couple sans enfant, Arcueil

débranchés, limitation des impressions, vidage de la boîte e-mail, etc.). Une très grande majorité d'entre eux réalise des achats de seconde main avec pour motivation première des raisons écologiques, tout en reconnaissant l'intérêt économique. Si ces actes traduisent une réelle attention portée à l'environnement, ne plus prendre l'avion demeure cependant un renoncement trop important pour beaucoup d'entre eux.

Pour les engagés, la lutte contre le réchauffement climatique doit s'accompagner de contraintes : si c'est l'affaire de « chacun d'entre nous », ils attendent aussi que l'État prenne le problème à bras-le-corps, par exemple en instaurant des taxes sur les produits de consommation acheminés par des modes de transport polluants.

Un militantisme revendiqué

Très souvent investis dans des associations, les engagés privilégient la cause environnementale, les autres projets retenant moins leur attention. Ils n'hésitent pas à participer aux actions collectives pour le climat. C'est également parmi eux que les revendications et les motifs d'indignation contre certaines injustices sont les plus fréquents. Les engagés sont très nombreux à considérer que l'intérêt et l'avis des jeunes ne sont pas du tout pris en considération dans les décisions politiques et dans les discussions médiatiques.

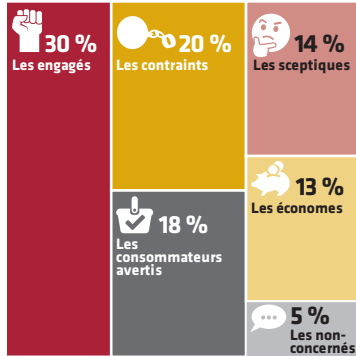
« DÈS QU'IL Y A UNE MARCHÉ POUR LE CLIMAT, J'Y VAIS. C'EST IMPORTANT DE PROTESTER SURTOUT POUR LA JEUNESSE DONT JE FAIS PARTIE, DE DIRE QUE L'ON VEUT DES CHANGEMENTS RADICAUX. »

Homme, 21 ans, étudiant, célibataire, Paris

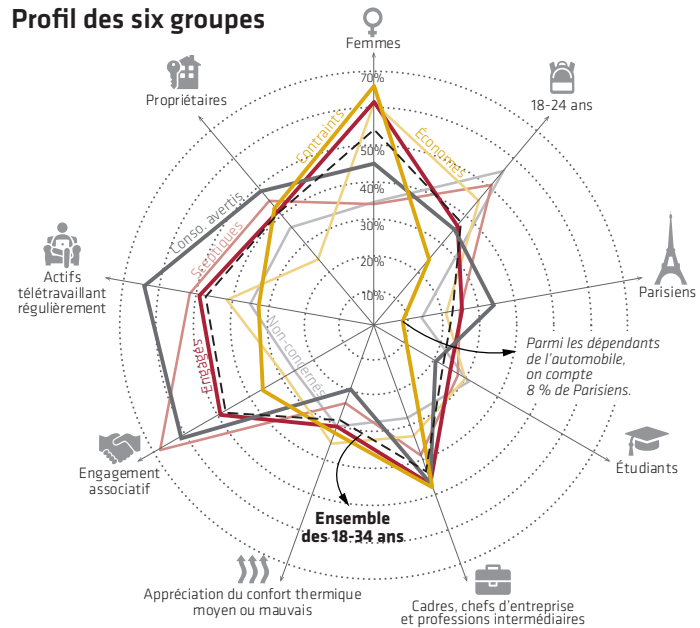
Parmi les jeunes, ce profil se retrouve dans l'ensemble des strates de la population francilienne et dans tous les territoires, à Paris comme en petite et grande couronnes, qu'il s'agisse de personnes seules, en couple, avec ou sans enfant, et quelles que soient les catégories socioprofessionnelles. Seuls traits caractéristiques : les femmes y sont surreprésentées, tout comme les diplômés du supérieur.

Les jeunes Franciliens face au changement climatique

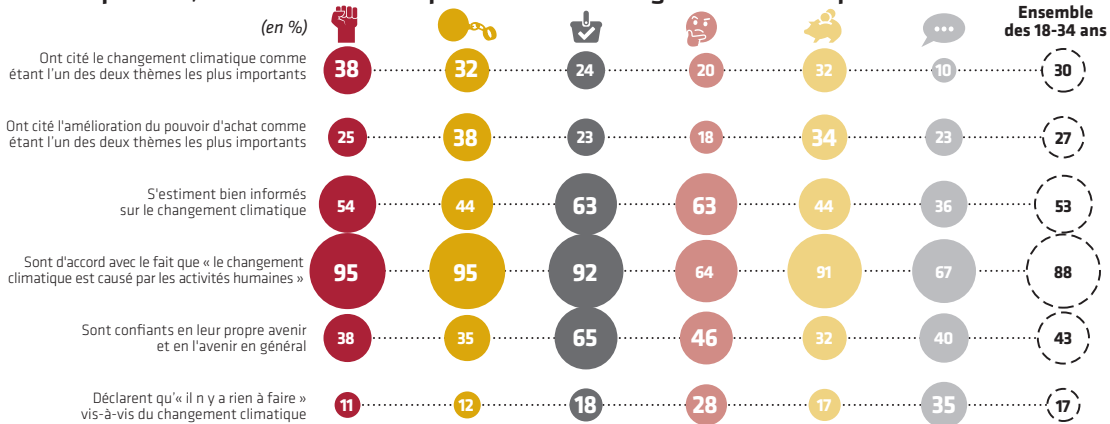
Les six groupes identifiés



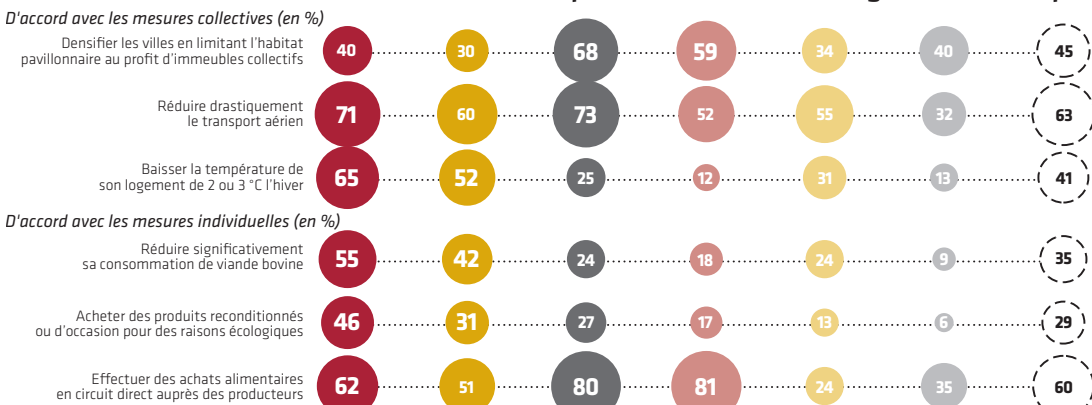
Profil des six groupes



Préoccupations, connaissances et opinions sur le changement climatique



Avis sur les mesures collectives et individuelles pour lutter contre le changement climatique



© L'INSTITUT PARIS REGION 2022 - pictogrammes ©123rf / Jeremy
Source : Baromètre des Franciliens 2022, L'Institut Paris Region – Ipsos

LES CONSOMMATEURS AVERTIS

Conscients du changement climatique,
ils pourraient facilement en faire plus

Très conscients du changement climatique, les consommateurs avertis représentent 18 % des 18-34 ans. Ils se sentent particulièrement bien informés sur le sujet : pour eux non plus, il n'y a pas de doute possible, le réchauffement climatique est bien dû aux activités humaines. Si cette question les préoccupe particulièrement, nombreux sont ceux à s'inquiéter d'autres sujets d'ordre socio-économique : réduction de la dette, lutte contre le chômage, lutte contre le terrorisme ou lutte contre l'immigration clandestine. Ils estiment souvent que leurs intérêts et avis sont bien pris en compte dans le débat politico-médiatique. Ils estiment en majorité que la construction de nouvelles centrales nucléaires, la réduction de la place de la voiture en ville au profit des mobilités douces, la diminution drastique du transport aérien et la limitation de consommation de viande bovine sont des mesures collectives souhaitables pour lutter contre le changement climatique.

Favorables à des mesures contraignantes

Pour ces jeunes, la lutte contre le réchauffement climatique doit s'accompagner de contraintes fortes : taxation des produits acheminés par des modes de transport polluants, obligation faite aux propriétaires de rénover et d'isoler les logements lors d'une vente ou d'une location, interdiction des véhicules thermiques, densification des villes en limitant l'habitat pavillonnaire, limitation des naissances, etc.

Des opinions en décalage avec leurs actes

Si leurs opinions concernant les actions à entreprendre pour le climat sont en apparence vertueuses, elles sont rarement suivies par des actes. Au point qu'une certaine dissonance est décelable dans l'analyse des données. La grande majorité des jeunes de ce groupe ne montrent pas des comportements individuels vertueux. Ils sont, certes, plus souvent possesseurs de voitures ou vélos électriques et propriétaires de logement bien isolés, mais

« JE SAIS QUE JE POURRAIS FAIRE PLUS PAR RAPPORT AU CHANGEMENT CLIMATIQUE. PAR EXEMPLE, JE NE ME PRIVE PAS DE MANGER CE QUE J'AIME AU NOM DU CHANGEMENT CLIMATIQUE. MAIS J'ESSAIE DE FAIRE ATTENTION. J'ESSAIE DE NE PAS TROP COMMANDER SUR INTERNET ALORS QUE JE LE FAISAI AVANT. »

Femme, 25 ans, experte immobilière, célibataire, Paris

ils n'ont pas encore adopté les gestes correspondant à leurs opinions. Ils ne sont pas prêts à diminuer leur chauffage de quelques degrés, n'ont pas réduit leur consommation de viande, ne choisissent pas des produits sans emballage, ne trient pas les déchets, etc. Comme chez les engagés, la grande majorité des jeunes de ce groupe achète des biens reconditionnés ou d'occasion, mais leur motivation n'est pas la même : cela leur permet d'accéder à davantage de produits qu'ils peuvent renouveler plus souvent. Pour leurs pratiques d'achats alimentaires, les jeunes sont ceux qui ont le plus recours à la vente directe (chez le producteur, à la ferme, en AMAP, etc.). Dans leurs comportements d'achat, ils achètent rarement en ligne pour leur quotidien.

Autre trait distinctif, leur rapport à la mobilité : la quasi-totalité des « consommateurs avertis » dispose d'une, voire, souvent, de plusieurs voitures. Par rapport au reste de la population, il s'agit plus fréquemment de véhicules électriques. S'il leur semble aisé de se déplacer plus souvent à pied ou à vélo, voire en transports en commun, dans les faits ils ne le font pas. Améliorer les conditions de transports dans la région nécessite selon eux de favoriser les véhicules les moins polluants.

C'est dans ce groupe que les marges de progrès sur les écogestes peuvent s'envisager le plus facilement. Les Parisiens et les hommes y sont surreprésentés. Les membres de ce groupe disposent d'un logement plus confortable que la moyenne, et, semble-t-il, d'un pouvoir d'achat supérieur à celui observé dans les autres groupes.

« PERSONNELLEMENT, J'ESSAIE DE ME LIMITER, MAIS J'AIME ME FAIRE PLAISIR POUR L'ALIMENTATION ET LES VÊTEMENTS. »

Femme, 26 ans, médecin, en couple sans enfant, Paris

LES CONTRAINTS

Périurbains, dépendants de la voiture

Pour ce groupe qui rassemble 20 % des jeunes, le pouvoir d'achat constitue la première préoccupation, juste avant la lutte contre le changement climatique. Bien qu'ils se disent en majorité mal informés sur le changement climatique, ils conviennent que les activités humaines en sont à l'origine. Pour eux, la lutte contre le changement climatique est l'affaire de chacun, ce qui exigera des évolutions profondes de nos modes de vie, et cela conduira les États à imposer de fortes contraintes à tous.

Habitant le plus souvent en grande couronne et disposant de plus d'espace (ils vivent plus souvent en maison et sont plus nombreux à disposer d'un jardin) que les autres jeunes, ils sont réservés quant aux mesures structurelles comme la densification des villes et la limitation de l'habitat pavillonnaire. À l'échelle individuelle, ils disent trier leurs déchets, acheter des fruits et légumes de saison, et privilégier l'achat de vêtements de seconde main. L'achat d'occasion, s'il revêt une dimension « écologique », est surtout motivé par des raisons économiques. Pour le reste, ils font preuve de comportements « médians », proches de ceux de la jeunesse dans son ensemble.

Comme les « engagés », les membres de ce groupe considèrent que les jeunes ne sont pas pris en compte dans les décisions politiques et le débat médiatique. Ils sont toutefois moins impliqués dans le secteur associatif et par conséquent dans les actions en faveur du climat. Conscients de certaines injustices ou discriminations, ils ne cherchent pas à s'engager dans des actions collectives pour faire évoluer la société en la matière.

Jamais sans ma voiture

Le rapport à la mobilité, et en particulier la dépendance à la voiture, constitue la caractéristique la plus emblématique de ce groupe. Car ces jeunes appartiennent à des foyers équipés d'une voiture,

« MON LIEU DE TRAVAIL EST À 35 KM DE CHEZ MOI ET JE TRAVAILLE EN HORAIRES DÉCALÉS, DONC JE PRENDS LA VOITURE. »

Femme, 29 ans, agente de gare, en couple avec enfant, Corbeil-Essonnes

voiture de plusieurs. La majorité d'entre eux indique utiliser un véhicule motorisé pour l'ensemble de leurs déplacements quotidiens, sans jamais recourir à la marche, au vélo ou aux transports collectifs.

Ils voient dans le télétravail un moyen d'améliorer les conditions de transports en Île-de-France. Contrairement aux autres groupes, une part non négligeable (10 %) estime ne pas pouvoir en faire plus personnellement pour améliorer les conditions de transports dans la région.

Ces jeunes effectuent plus souvent leurs achats en ligne. Un sur deux déclare même recourir davantage aux achats en ligne que directement en magasin. Ce mode de consommation à distance constitue pour eux une alternative à des déplacements en voiture.

Les jeunes de ce groupe présentent un profil plus populaire, plus âgé (76 % appartiennent à la tranche des 25-34 ans) et plus familial. Plus souvent actifs, ils vivent plus généralement en grande couronne dans des logements au confort thermique moins important que ceux des autres groupes. Ils sont par conséquent plus exposés à la double vulnérabilité énergétique (transport-logement).

LES ÉCONOMES

Sobres par contrainte

Comme les contraints, les économes (13 % des jeunes) mettent le pouvoir d'achat en tête de leurs préoccupations, avant la lutte contre le réchauffement climatique. Si les « économes » se disent moins bien informés sur le changement climatique que les jeunes des autres groupes, ils ont conscience que les activités humaines en sont la source.

Lorsqu'on les interroge sur les mesures collectives qui seraient souhaitables pour lutter contre le changement climatique, leurs réponses ne diffèrent pas de celles observées pour l'ensemble des jeunes de 18 à 34 ans. Il existe toutefois une exception, la densification des villes, qu'ils ne jugent pas particulièrement souhaitable.

Un faible engagement associatif

Alors qu'ils soulignent certaines injustices, ils sont peu impliqués dans des associations. S'ils jugent, comme les autres jeunes, que celles-ci sont les principales actrices de la lutte contre le changement climatique, ils estiment toutefois qu'elles sont particulièrement inefficaces pour résoudre ce problème.

Moins motorisés, les membres de ce groupe dépendent plus souvent des transports en commun dans leurs déplacements quotidiens.

Le meilleur prix avant tout

Même si les « économes » ne poursuivent pas particulièrement des objectifs environnementaux, la contrainte budgétaire qui pèse sur leurs pratiques de

consommation en limite l'impact sur l'environnement. Le prix est le principal moteur de leurs décisions d'achat. Parmi les jeunes, les « économes » sont ceux qui s'approvisionnent le moins en vente directe pour les produits alimentaires. Paradoxalement, ils achètent moins de produits d'occasion que les autres jeunes. Quand ils le font, c'est surtout pour des raisons économiques.

**« JE REGARDE LE CHAUFFAGE,
JE FAIS ATTENTION
ET JE LE RÈGLE MOI-MÊME.
PAS PLUS DE 19-20 °C L'HIVER.
LE PORTE-MONNAIE JOUE
ET CELA SEMBLE
LA TEMPÉRATURE IDÉALE. »**

Femme, 34 ans, responsable formation,
en couple sans enfant, Noisy-le-Grand

C'est le groupe qui compte le plus d'étudiants en son sein et qui semble disposer du pouvoir d'achat le plus faible. Ils pâtissent des conditions de logement les moins confortables : ils jugent leur confort thermique insuffisant et les situations de surpeuplement y sont plus fréquentes. Les locataires du parc social sont surreprésentés dans ce groupe, ainsi que les femmes et les plus jeunes (18-24 ans). C'est également dans ce groupe que la part des personnes diplômées du supérieur est la plus faible.

LES SCEPTIQUES

Le changement climatique n'est pas une priorité

Contrairement aux quatre profils précédents, les sceptiques sont moins enclins à placer le changement climatique, la préservation de l'environnement ou le pouvoir d'achat parmi leurs principales préoccupations. Ils représentent 14 % des jeunes et se montrent plus soucieux de sujets tels que le terrorisme, le chômage, l'immigration clandestine, la relocalisation des activités industrielles en France... autant de questions jugées moins sensibles dans les autres groupes. Si les sceptiques se disent majoritairement confiants dans l'avenir, notamment en ce qui les concerne, ils expriment fréquemment un certain fatalisme quant au changement climatique, jugé inévitable. Bien qu'ils se considèrent très bien informés sur la question, c'est au sein de ce groupe que la proportion de personnes dubitatives quant au rôle des activités humaines dans le phénomène est la plus importante.

directe (ferme, AMAP, directement chez le producteur...). La majorité d'entre eux privilégie des produits d'occasion. Moins que par sobriété, s'ils adoptent ce mode de consommation, c'est pour renouveler plus régulièrement leurs biens et s'offrir des produits de qualité supérieure à un prix compétitif. Les sceptiques se distinguent par des pratiques hétérogènes de mobilité, mais c'est dans ce groupe que la proportion d'utilisateurs exclusifs des transports en commun est la plus élevée pour les déplacements quotidiens (loisirs, achats, accompagnement, services, etc.). Presque tous les membres de ce groupe ont pourtant accès à une ou plusieurs voitures au sein de leur foyer, mais, souvent, ils n'ont pas la possibilité d'en avoir l'usage (pas de permis, par exemple). Les sceptiques ont un usage plus fréquent de l'avion et sont réservés quant à l'opportunité d'en limiter l'utilisation.

« JE NE CROIS PAS VRAIMENT AU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE, C'EST FAIT POUR FAIRE PEUR. EN REVANCHE, LA POLLUTION, OUI, ÇA C'EST VRAI. SI ON ÉTAIT VRAIMENT DANS LA ZONE ROUGE, LES USINES ARRÊTERAIENT DE PRODUIRE, ON NE CONTINUERAIT PAS COMME CELA. SOIT ON S'AUTODÉTRUIT EN LE SACHANT, SOIT C'EST FAUX. IL Y AURAIT PLUS DE RÉACTIONS, JE PENSE, SI ON ÉTAIT VRAIMENT EN DANGER DE MORT... J'OSE ESPÉRER. »

Homme, 30 ans, électricien, en couple avec enfants, Dammarie-lès-Lys

« J'AIME PARTIR À L'ÉTRANGER. JE PARS TRÈS LOIN. POUR L'INSTANT, LAISSER L'AVION N'EST PAS D'ACTUALITÉ. »

Homme, 32 ans, chef de projet, célibataire, Nogent-sur-Marne

« IL N'Y A PAS DE CHANGEMENT. ON AIMAIT DÉJÀ LES DESTINATIONS TYPE CARAÏBES OU ASIE. ON NE VA PAS LIMITER NOS VOYAGES EN AVION. LES MOTEURS NÉO CONSOMMENT MOINS DE CARBURANT. »

Homme, 34 ans, informaticien, en couple avec enfants, Sartrouville

Les sceptiques sont plus souvent engagés dans des associations que le reste de la jeunesse francilienne. Leur investissement associatif vise des causes diverses, rarement en lien direct avec la lutte contre le changement climatique : associations de propriétaires ou de quartier, défense des droits, culture, parents d'élèves, sport, jeunesse, éducation populaire et formation.

Même s'ils se montrent sceptiques sur le changement climatique, certains de leurs comportements d'achat s'inscrivent dans une démarche « écoresponsable ». Ils achètent peu en ligne. Pour la grande majorité d'entre eux, leurs achats alimentaires s'effectuent en vente

Les hommes, les 18-24 ans et les étudiants sont surreprésentés dans ce groupe, tout comme les télétravailleurs. Les sceptiques forment le groupe qui compte la plus forte proportion de personnes vivant en maison et ils sont davantage concernés par les situations de double résidence. Ils habitent plus souvent que les autres jeunes entre deux logements : leur résidence principale et celles de leurs parents ou de leur compagne/compagnon. Ils peuvent également passer du temps dans leur propre résidence secondaire ou celle d'un parent.

LES NON-CONCERNÉS

Laisser faire, l'humanité s'adaptera

Ce groupe concentre la frange de la population la moins préoccupée par les questions environnementales, soit 5 % de la jeunesse francilienne. Sans nier que le réchauffement climatique est dû aux activités humaines, ce groupe se considère mal informé sur le sujet et juge fréquemment ne pas avoir de prise sur le phénomène. C'est parmi les « non-concernés » que l'on retrouve le niveau de confiance en l'avenir le plus faible, notamment en ce qui les concerne.

Au sein de cette jeunesse francilienne, ceux qui expriment un certain fatalisme sont assez nombreux. Souvent, à leurs yeux, personne n'agit réellement contre le changement climatique et personne ne serait de toute façon en mesure de résoudre le problème.

Ils n'envisagent pas de changer leurs comportements individuels en matière d'achat, de déplacements, de pratique alimentaire ou de consommation énergétique. Ils estiment que les mesures collectives pour lutter contre le changement climatique ne sont globalement pas souhaitables. Une grande majorité d'entre eux se montre indifférente aux écogestes, même les plus simples. Ils achètent moins souvent des produits d'occasion, et quand ils le font ce n'est pas pour des raisons écologiques. Leur engagement dans des associations est moins fréquent que chez les autres jeunes.

« C'EST COMME UNE FATALITÉ. IL FAUT VIVRE AVEC ET ATTENDRE QUE ÇA PASSE. ON N'Y PEUT PAS GRAND-CHOSE. »

Femme, 33 ans, assistante administrative,
couple sans enfant, Fontenay-le-Fleury

« JE NE PRENDRAI PAS L'INITIATIVE ; EN REVANCHE, SI L'ON ME MONTRE ET SI L'ON ME PROPOSE D'AUTRES COMPORTEMENTS, JE SUIS PRÊTE À CHANGER MES HABITUDES, À CONDITION QUE JE NE CHANGE PAS MON MODE DE VIE. »

Femme, 24 ans, Argenteuil, en recherche d'emploi

Garder la possibilité de voyager en avion

Ils utilisent peu les transports et semblent assez peu mobiles. Ils ne voient pas d'inconvénient à utiliser plus souvent la voiture dans un futur proche et ne souhaitent pas renoncer à l'usage de l'avion dans le cadre de leurs loisirs, même s'ils le prennent moins souvent que les autres.

Plus masculins, plus jeunes et vivant plus souvent chez leurs parents, les « non-concernés » représentent le groupe qui comprend la part d'actifs la plus faible et la part d'étudiants la plus élevée. Quand ils sont actifs, ils télétravaillent moins souvent que les jeunes des autres groupes. C'est dans ce groupe que l'on trouve la plus faible proportion de personnes trouvant leur quartier agréable.

MÉTHODOLOGIE

Le baromètre des Franciliens

Les résultats des analyses présentées dans ce document s'appuient sur une enquête par questionnaire confiée à IPSOS, qui a interrogé, par l'intermédiaire d'un panel en ligne, un échantillon de 5771 individus, représentatif de la population de résidents d'Île-de-France et âgés de 18 à 75 ans. Le terrain d'enquête s'est déroulé du 1^{er} juillet 2022 au 1^{er} août 2022.

La représentativité a été assurée par la méthode des quotas (source : recensement de la population de l'INSEE) :

- au niveau global sur les critères de sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et département ;
- au niveau de chacun des départements sur les critères de sexe, âge et CSP.

Par ailleurs, dans l'échantillon étudié, les jeunes de 18 à 34 ans ont été suréchantillonnés afin que ce groupe soit suffisamment important pour exploiter, dans les meilleures conditions, la thématique « changement climatique » au sein de ce groupe d'âge. Finalement, l'enquête a intégré les réponses de 2 615 jeunes de 18 à 34 ans.

Le questionnaire utilisé comportait une centaine de questions réparties en deux volets :

- un volet barométrique abordant des questions sur les champs suivants : logement/habitat, activité professionnelle/télétravail, engagement associatif, préoccupations, déplacements, consommations et usages du numérique, santé ;
- un volet thématique portant sur le changement climatique et plus particulièrement sur les sous-thèmes suivants : confort thermique et travaux dans le logement, vision de l'avenir et critères d'appréciation d'une vie réussie, opinions sur le changement climatique, attitudes et comportements pour y faire face.

Des données complémentaires issues d'entretiens

L'enquête quantitative a été complétée par 30 entretiens semi-directifs d'une durée moyenne de 45 minutes, menés auprès de jeunes âgés de 18 à 34 ans. Ces entretiens ont été réalisés par MV2 entre le 23 juin et le 11 juillet 2022, par téléphone ou visioconférence.

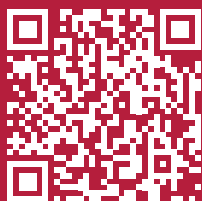
Les 30 jeunes interviewés présentaient des profils variés, différant selon l'âge, le sexe, le lieu d'habitation (Paris, petite couronne et grande couronne), la situation familiale, la situation par rapport à l'emploi (étudiant, PCS- et PCS+) et leur degré d'implication dans la protection de l'environnement.

Ces entretiens offrent des approfondissements dans la compréhension qui a permis d'enrichir certaines données chiffrées sur le volet thématique.

Construction de la typologie des jeunes

La typologie présentée dans ce document, ayant permis de distinguer six profils de jeunes, repose sur une analyse en composantes multiples (ACM). Cette technique statistique permet de regrouper dans un même groupe (profil) les individus qui présentent des caractéristiques proches par rapport aux caractéristiques étudiées (ici, le rapport au changement climatique abordé à travers les opinions, connaissances et comportements exprimés par les jeunes dans le questionnaire du baromètre des Franciliens). Les classes obtenues dans une typologie, qui sont dissemblables les unes des autres, sont décrites au regard de l'ensemble des jeunes de 18 à 34 ans.

**Consultez la version en ligne
et les éditions précédentes
du baromètre des Franciliens**



<https://www.institutparisregion.fr/barometre-des-franciliens>



L'INSTITUT PARIS REGION
ASSOCIATION LOI 1901.

15, RUE FALGUIÈRE - 75740 PARIS CEDEX 15 - TÉL. : 01 77 49 77 49